

# Afrique centrale et Grands Lacs

## Faits marquants

- Le HCR a aidé plus de 200 000 réfugiés vivant dans des camps ou dans des zones d'installation locales.
- Quelque 59 200 réfugiés originaires de la République démocratique du Congo (RDC), 39 800 Burundais, 6 000 Angolais, 7 000 Rwandais et 5 200 Soudanais ont regagné leur pays avec l'aide du HCR.
- En République démocratique du Congo (RDC), le Haut Commissariat a facilité le retour d'environ 84 000 déplacés internes dans leurs communautés d'origine.
- Dans le cadre de l'approche modulaire, le HCR s'est employé à améliorer la sûreté et la sécurité des déplacés internes en République centrafricaine et en RDC.
- Le Haut Commissariat a intensifié ses efforts pour prévenir et contrer la violence sexuelle et sexiste et institué des procédures opérationnelles standard pour traiter le problème dans tous les pays de la région.

Burundi

Cameroun

Gabon

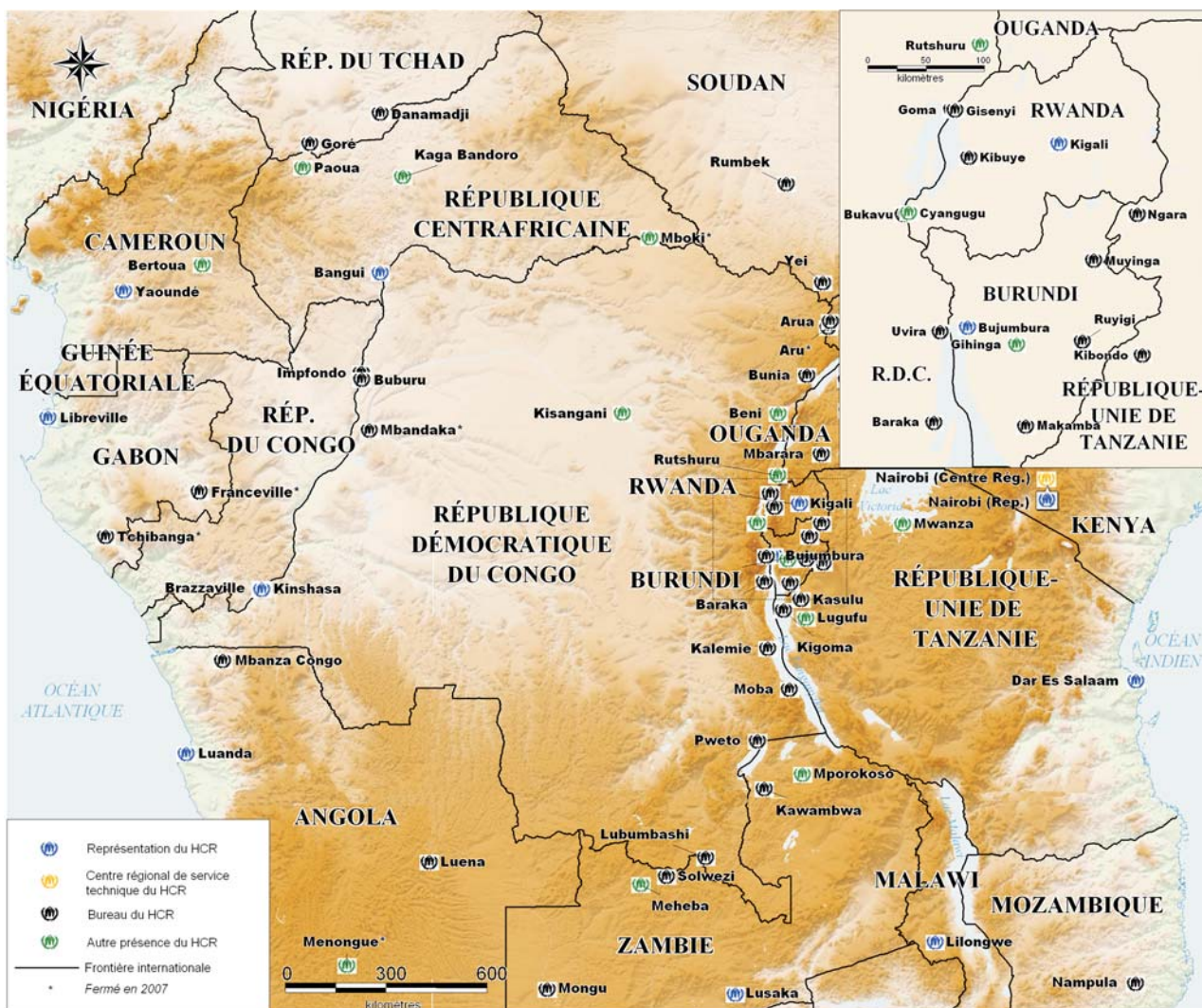
République centrafricaine

République démocratique du Congo

République du Congo

République-Unie de Tanzanie

Rwanda



## Environnement opérationnel

Les espoirs de stabilisation politique demeurent bien tenus dans la région de l'Afrique centrale et des Grands Lacs. En RDC, la recrudescence des combats dans la province du Nord-Kivu et au nord du Sud-Kivu a déplacé plus de 500 000 personnes. Bien qu'environ un million de déplacés internes aient regagné leurs villages dans d'autres secteurs, à la fin de l'année, un million trois cent mille personnes étaient toujours déplacées à l'intérieur du pays. La situation sécuritaire s'est également dégradée au nord de la République centrafricaine, où l'on dénombreait 197 000 déplacés internes, et où les affrontements entre les groupes rebelles et l'armée nationale ont repris avec plus d'intensité, entraînant l'exode de plus de 50 000 réfugiés au Cameroun.

Au Burundi, l'accord de cessez-le-feu signé en septembre 2006 n'a pas été appliqué. Les combats entre forces gouvernementales et groupes rebelles se sont poursuivis au nord-ouest du pays et la situation sécuritaire générale s'est dégradée. Au Rwanda, les tribunaux populaires traditionnels *Gacaca* étaient censés mettre un terme à leurs délibérations à la fin de l'année 2007, après avoir jugé quelque 800 000 affaires au total. Cependant, le processus se poursuivra en 2008. La situation sécuritaire en République du Congo est demeurée calme, en dépit de quelques incidents dans la région du Pool. La situation est également restée stable au Cameroun, au Gabon et en République-Unie de Tanzanie.

Le HCR a aidé plus de 300 000 réfugiés et demandeurs d'asile dans la région, ainsi qu'environ 133 000 déplacés internes. La plupart des individus réfugiés au Burundi, au Rwanda et en Tanzanie vivent dans des camps, alors qu'au Cameroun, en République centrafricaine, en République du Congo, en RDC et au Gabon, les réfugiés résident dans des zones d'installation locales.

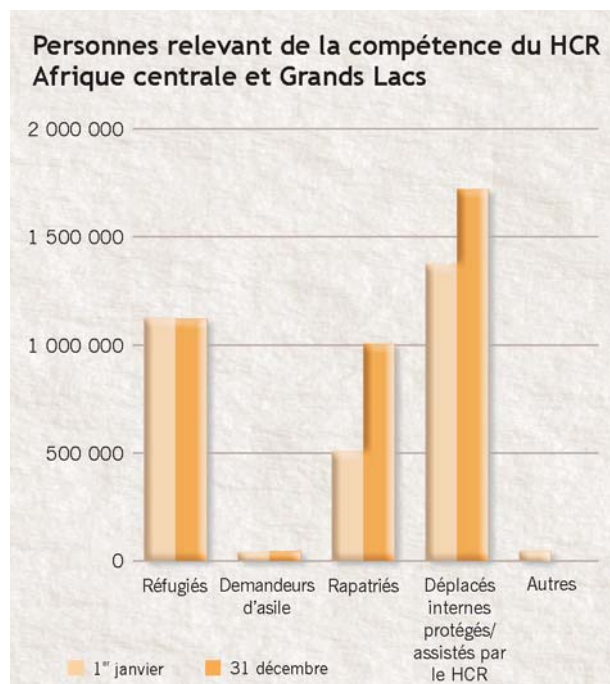




Photo MONUCIM. Frechon

Des déplacés internes en marche vers le camp de Bulengo, au Nord-Kivu (République démocratique du Congo).

## Réalisations et impact

Le rapatriement librement consenti était la principale solution durable que le HCR recherchait dans la région. En RDC, quelque 59 200 réfugiés ont regagné des zones relativement stables. Quelque 39 800 Burundais, réfugiés pour la plupart en République-Unie de Tanzanie, sont rentrés dans leur pays ; parallèlement, 7 000 Rwandais, qui avaient principalement trouvé asile en RDC, ont pris le chemin du retour. Approximativement 9 000 Soudanais réfugiés en République centrafricaine et en RDC sont rentrés dans leurs foyers alors qu'environ 6 000 Angolais réfugiés en RDC regagnaient leur pays. Enfin, le HCR a facilité le retour de 84 000 déplacés internes congolais dans leurs villages d'origine.

Certaines évolutions positives ont été observées quant à l'intégration sur place des groupes de réfugiés restants. Le Gouvernement tanzanien a accepté d'offrir la nationalité tanzanienne à un important groupe de réfugiés burundais qui sont arrivés dans le pays en 1972 et qui vivent depuis lors dans ce qu'on a coutume d'appeler les « anciennes zones d'installation ». De même, le Gouvernement camerounais est disposé à intégrer les réfugiés nigériens demeurés dans le pays. Le HCR a transmis les dossiers de quelque 7 600 réfugiés en sollicitant leur réinstallation dans des pays tiers. Près de 80 pour cent des demandes ont été soumises en Tanzanie : celles-ci concernaient notamment 4 300 Burundais participant à un programme de réinstallation en groupe.

Pour renforcer la protection dans la région, le HCR a continué de travailler avec les gouvernements à

l'amélioration des procédures de détermination du statut de réfugié et d'enregistrement, en particulier en République centrafricaine, au Gabon et en Tanzanie. Au Gabon, le Haut Commissariat a favorisé l'autosuffisance des réfugiés congolais en leur distribuant des cartes d'identité qui leur ont permis de travailler et de jouir des droits des résidents. Le HCR a intensifié ses efforts pour prévenir et contrer la violence sexuelle et sexiste en améliorant le signalement des incidents et en offrant un accompagnement médical, psychosocial et juridique aux victimes. Des procédures opérationnelles standard, relatives au traitement de ce problème, sont désormais en place dans tous les pays de la région et font l'objet d'actualisations régulières.

En RDC, le HCR a assumé la responsabilité de la coordination et de la gestion de six camps de déplacés internes et a offert protection et assistance à quelque 72 900 déplacés internes. En République centrafricaine, le Haut Commissariat est venu en aide à quelque 60 000 déplacés internes.

## Opérations

Les opérations du HCR au **Burundi**, en **République du Congo**, en **RDC**, au **Rwanda** et en **Tanzanie** sont présentées dans des chapitres distincts.

Au **Cameroun**, le HCR a protégé et aidé 60 100 réfugiés et 2 200 demandeurs d'asile, principalement originaires de la République centrafricaine et du Tchad. Quelque 13 900 personnes relevant de sa compétence vivaient dans des agglomérations (Yaoundé et Douala) et environ 45 000

réfugiés centrafricains étaient installés dans la province orientale et dans la province d'Amadoua. Quelque 2 900 réfugiés nigériens résidaient dans la région de Banyo, située à proximité de la frontière nigérienne.

En 2007, le HCR est venu en aide aux réfugiés urbains en les aidant à accéder à l'enseignement primaire et secondaire, facilitant également l'accès à l'université de quelques étudiants. Il s'est tout particulièrement attaché à renforcer l'autosuffisance et à améliorer le bien-être des individus qui avaient des besoins spécifiques. Les réfugiés vivant avec le VIH et le sida ont bénéficié de traitements réguliers. Pendant la période considérée dans le présent Rapport, le HCR a enregistré tous les réfugiés. Le délai d'attente entre l'enregistrement et l'entretien aux fins de la détermination du statut est passé de six à trois mois. Le Haut Commissariat a veillé à ce que toutes les personnes relevant de sa compétence aient accès à des soins médicaux. Des procédures opérationnelles standard relatives à la prévention et au traitement de la violence sexuelle et sexiste ont été instituées.

Alertés par la dégradation de la situation en République centrafricaine et par l'augmentation du nombre de réfugiés arrivant dans le pays, le HCR, le PAM, l'UNICEF et le Gouvernement camerounais ont entrepris des missions d'évaluation. Par la suite, quelque 45 500 réfugiés ont été enregistrés et 59 pour cent d'entre eux ont reçu des pièces d'identité. Des articles alimentaires et non alimentaires ont été distribués en collaboration avec le PAM. Le Haut Commissariat a organisé des campagnes de vaccination pour tous les enfants âgés de moins de 15 ans. En partenariat avec l'UNICEF et les pouvoirs publics, le HCR a ouvert cinq centres d'alimentation thérapeutique et 36 centres d'alimentation d'appoint dans des hôpitaux régionaux afin de traiter la malnutrition aiguë.

Quelque 2 900 Nigériens ont choisi de ne pas regagner leur pays pendant l'opération de rapatriement organisée en 2004-2006. Ce groupe est bien intégré à la population locale. En 2007, le Haut Commissariat a mis un terme à son programme en faveur des réfugiés nigériens, après avoir organisé des sessions de formation relatives à la problématique des réfugiés et à la distribution de cartes d'identité à l'intention des autorités locales. Le HCR a finalisé sa stratégie de retrait avec la fermeture de son antenne de Banyo en juin 2007.

En **République centrafricaine**, quelque 197 000 personnes étaient toujours déplacées en raison de l'insécurité qui sévissait au nord du pays. Le HCR est venu en aide à quelque 60 000 déplacés internes à Ouham, Ouham-Pendé et Nana-Grébizi. En qualité de coordonnateur des activités de protection des réfugiés et des déplacés internes, le HCR a dirigé le groupe de travail sur la protection depuis le lancement de l'approche modulaire en août 2007. Grâce à la présence accrue des acteurs humanitaires, les représailles des rebelles et de l'armée contre la population civile ont très nettement diminué depuis la fin du premier semestre 2007.

À la fin de l'année 2007, quelque 5 500 réfugiés vivaient dans des zones urbaines. Le HCR a favorisé l'autosuffisance

de la quasi-totalité des réfugiés urbains et dispensé une aide aux réfugiés originaires du Darfour-Sud (Soudan) nouvellement arrivés à Sam Ouandja. Le Haut Commissaire a intégré l'aide aux personnes relevant de sa compétence et vivant avec le VIH et le sida dans ses programmes. Des procédures opérationnelles standard relatives à la prévention et au traitement de la violence sexuelle et sexiste ont été parachevées et mises en place en 2007. Les victimes de cette violence ont reçu une aide médicale, psychosociale et juridique. Tout au long de l'année 2007, le HCR a aidé des enfants réfugiés vivant en milieu urbain à accéder à l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. Le Haut Commissariat a aidé les autorités à rédiger une loi sur les réfugiés, adoptée par l'Assemblée nationale en novembre 2007.

Le HCR a facilité le rapatriement de 5 200 réfugiés soudanais, qui ont pour la plupart voyagé en avion. À la fin de l'opération en avril 2007, quelque 9 700 personnes avaient regagné leur village d'origine. Dans le même temps, l'Organisation a achevé l'opération de rapatriement en RDC, qui a ramené 5 500 réfugiés congolais dans la province de l'Équateur.

Le **Gabon** accueille quelque 13 100 personnes relevant de la compétence du HCR — soit 8 800 réfugiés et 4 300 demandeurs d'asile. Le HCR et le Gouvernement ont débattu du cas de certains demandeurs d'asile, qui se sont vu refuser le statut de réfugié parce qu'ils n'étaient pas présents lors d'une opération de revalidation menée en 2005.

Le HCR a enregistré quelque 5 000 réfugiés et distribué des cartes d'identité à 1 500 d'entre eux. Dans le même temps, il a recueilli des données sur quelque 2 500 réfugiés dans toutes les provinces accessibles. Le Haut Commissariat a facilité le rapatriement de 130 réfugiés en République du Congo, bien que les rapatriés se soient plaints du manque de possibilités de réintégration dans le pays.

## Contraintes

L'accès aux réfugiés et aux déplacés internes en RDC et en République centrafricaine est demeuré difficile, en raison de la présence de factions armées. Le HCR s'est fréquemment heurté à des problèmes logistiques, car la plupart des opérations se déroulent dans des secteurs isolés, où les voies de communication sont en piteux état. Le Haut Commissariat n'a pu faciliter autant de retours que prévu, notamment parce que les réfugiés rwandais, craignant les tribunaux Gacaca et se préoccupant du manque de possibilités de réintégration dans leur pays, hésitaient à rentrer.

## Informations financières

Le programme annuel du HCR pour 2007 a été intégralement financé. Le budget alloué à certains

programmes n'a toutefois pas permis d'apporter plus que l'aide strictement indispensable. En outre, les fonds destinés au programme supplémentaire en faveur des déplacés internes sont arrivés tardivement, ce qui a entraîné le report de certaines activités à l'année 2008.

Au cours des cinq dernières années, les dépenses du HCR dans la région de l'Afrique centrale et des Grands Lacs ont régulièrement augmenté. Durant les trois dernières années, le rapatriement des réfugiés burundais, congolais et soudanais a entraîné une hausse conséquente des dépenses. En outre, en 2006, un programme supplémentaire a été institué pour offrir protection et assistance aux déplacés internes en RDC. En 2007, les dépenses ont encore progressé en raison du rapatriement, toujours en cours, des réfugiés congolais et des activités supplémentaires entreprises pour venir en aide aux déplacés internes dans les régions orientales du pays.



Budget et dépenses (dollars E.-U.)						
Pays	Budget final			Dépenses		
	Budget annuel	Budget supplémentaire <sup>1</sup>	Total	Budget annuel	Budget supplémentaire	Total
Burundi	25 726 992	0	25 726 992	25 565 224	0	25 565 224
Cameroun <sup>2</sup>	3 560 125	0	3 560 125	3 452 395	0	3 452 395
Gabon	2 671 743	0	2 671 743	2 442 566	0	2 442 566
République centrafricaine	2 291 055	2 479 533	4 770 588	2 278 532	1 901 432	4 179 964
République démocratique du Congo	11 151 859	48 736 100	59 887 959	10 095 867	37 753 200	47 849 067
République du Congo	4 677 772	2 648 370	7 326 142	4 671 201	2 282 216	6 953 417
République-Unie de Tanzanie	28 396 650	5 501 993	33 898 643	25 618 980	4 746 646	30 365 625
Rwanda	7 163 347	0	7 163 347	6 660 819	0	6 660 819
Tchad	74 271 002	9 221 809	83 492 811	74 228 776	8 149 619	82 378 395
Activités régionales <sup>3</sup>	6 126 000	2 697 109	8 823 109	6 116 340	550 863	6 667 204
<b>Total</b>	<b>166 036 544</b>	<b>71 284 914</b>	<b>237 321 459</b>	<b>161 130 700</b>	<b>55 383 976</b>	<b>216 514 676</b>

<sup>1</sup> N'inclut pas un prélèvement de sept pour cent opéré sur les contributions afin de couvrir les dépenses d'appui indirectes du HCR.

<sup>2</sup> Cameroun, pays de l'Afrique occidentale dans le passé, a été transféré dans la sous-région de l'Afrique centrale et Grands Lacs en 2007.

<sup>3</sup> Le budget annuel inclut la réinstallation, le rapatriement, l'assistance sous forme de soins et d'entretien des réfugiés, ainsi que les coûts d'appui pour les VNU et les consultants, l'avion-taxi et les bourses des étudiants réfugiés. Le budget supplémentaire inclut l'assistance au rapatriement des réfugiés congolais.

Contributions volontaires affectées (dollars E.-U.)			
Affectation	Donateur	Budget annuel	Budget supplémentaire
Afrique centrale et Grands Lacs	Belgique	4 054 054	0
	Canada	1 724 138	0
	Danemark	4 142 350	0
	Finlande	4 719 764	0
	France	0	120 623
	Irlande	1 315 789	0
	Suède	13 682 678	0
	<b>Sous-total</b>		<b>29 638 773</b>
Activités régionales	Luxembourg	341 997	0
	<b>Sous-total</b>	<b>341 997</b>	<b>0</b>
Burundi	Allemagne	567 646	0
	Belgique	1 351 351	0
	Burundi	246	0
	Commission européenne	5 315 673	0
	Danemark	881 834	0
	Espagne	992 908	0
	États-Unis	6 997 710	0
	Fonds de l'OPEP pour le développement international	75 000	0

Affectation	Donateur	Budget annuel	Budget supplémentaire
	Fonds fiduciaire des Nations Unies pour la consolidation de la paix	651 000	0
	Initiative des Grands Lacs sur le VIH et le sida (GLIA)	126 383	0
	Irlande	657 895	0
	Japon	6 972 477	0
	Pays-Bas	1 235 000	0
	Royaume-Uni	977 888	0
	<b>Sous-total</b>	<b>26 803 013</b>	<b>0</b>
<b>Cameroun</b>	Fonds central d'intervention d'urgence (CERF)	500 000	0
	Royaume-Uni	77 824	0
	<b>Sous-total</b>	<b>577,824</b>	<b>0</b>
<b>Gabon</b>	États-Unis	233 001	0
	<b>Sous-total</b>	<b>233 001</b>	<b>0</b>
<b>République centrafricaine</b>	Autriche	163 488	0
	Canada	0	434 579
	Espagne	0	335 014
	États-Unis	200 000	158 100
	Fonds central d'intervention d'urgence (CERF)	0	658 879
	France	648 508	0
	Irlande	657 895	0
	Italie	25 628	0
	Japon	0	462 972
	Luxembourg	341 997	0
	Suisse	409 836	0
	<b>Sous-total</b>	<b>2 447 353</b>	<b>2 049 545</b>
<b>République démocratique du Congo</b>	Allemagne	266 667	1 848 269
	Comité Belge pour le HCR ASBL	0	31 119
	Commission européenne	0	3 695 364
	Espagne	0	1 290 937
	<i>España con ACNUR</i>	0	39 695
	États-Unis	1 800 138	13 224 600
	Fonds central d'intervention d'urgence (CERF)	0	12 567 520
	Fonds commun pour la RDC	0	2 863 240
	France	518 807	0
	Grèce	68 399	0
	Initiative des Grands Lacs sur le VIH et le sida (GLIA)	162 400	0
	<i>Japan Association for UNHCR</i>	0	16 454
	Japon	1 569 104	3 947 253
	Norvège	0	1 563 025
	Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida	243 550	0
	Programme National Multisectoriel de Lutte contre le sida	447 795	0
	Suède	3 056 769	0
	Suisse	1 236 339	0
	<i>USA for UNHCR</i>	3 331	0
	<b>Sous-total</b>	<b>9 373 299</b>	<b>41 087 476</b>
<b>République du Congo</b>	Espagne	0	197 522
	États-Unis	750 000	0
	Fonds central d'intervention d'urgence (CERF)	368 773	0
	Fonds de l'OPEP pour le développement international	43 441	0
	<b>Sous-total</b>	<b>1 162 214</b>	<b>197 522</b>
<b>République-Unie de Tanzanie</b>	Allemagne	260 136	36 602
	Belgique	36 711	0
	Commission européenne	10 032 036	1 270 492
	Danemark	471 361	0
	Espagne	0	259 513
	États-Unis	4 712 345	0
	Fonds de l'OPEP pour le développement international	100 000	0

Affectation	Donateur	Budget annuel	Budget supplémentaire
	Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine	106 973	0
	Initiative des Grands Lacs sur le VIH et le sida (GLIA)	168 340	0
	Japon	1 000 000	0
	Pays-Bas	56 119	0
	Royaume-Uni	507 422	0
	<b>Sous-total</b>	<b>17 451 442</b>	<b>1 566 606</b>
<b>Rwanda</b>	Allemagne	109 751	0
	Donateurs privés en Suède	263 655	0
	États-Unis	1 100 945	0
	Fonds central d'intervention d'urgence (CERF)	166 385	0
	Fonds de l'OPEP pour le développement international	100 000	0
	Initiative des Grands Lacs sur le VIH et le sida (GLIA)	223 270	0
	Suède	727 802	0
	<b>Sous-total</b>	<b>2 691 808</b>	<b>0</b>
<b>Tchad</b>	Afrique du Sud	268 033	0
	Allemagne	3 464 609	0
	Amitié sans Frontières (Monaco)	56 738	0
	<i>Australia for UNHCR</i>	1 591 540	0
	Autriche	163 488	0
	Belgique	136 799	0
	Canada	2 014 711	160 345
	Commission européenne	9 078 748	0
	Danemark	1 805 054	0
	<i>Deutsche Stiftung für UNO-Flüchtlingshilfe E.V.</i>	158 754	0
	Donateurs privés au Canada	331 572	0
	Donateurs privés aux États-Unis	43 746	0
	Donateurs privés en Grèce	153 511	0
	Donateurs privés en Italie	692 283	0
	Donateurs privés au Luxembourg	168	0
	Donateur privés au Royaume-Uni	37 164	0
	Donations en ligne (Siège)	38 757	0
	<i>ES Bank S.A. (Panama)</i>	50 000	0
	Espagne	2 572 262	0
	<i>España con ACNUR</i>	11 967	0
	États-Unis	19 750 000	1 720 500
	Fondation des Nations Unies	0	384 750
	Fonds central d'intervention d'urgence (CERF)	0	934 579
	Fonds de l'OPEP pour le développement international	118 000	0
	France	1 059 231	402 075
	Grèce	136 799	0
	Irlande	1 315 789	0
	Italie	1 468 691	0
	<i>Japan Association for UNHCR</i>	176 468	0
	Japon	3 000 000	1 077 140
	Luxembourg	0	317 623
	Norvège	1 644 737	937 815
	Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture	15 000	0
	Pays-Bas	2 271 480	183 694
	Royaume-Uni	2 404 810	1 490 982
	Saint-Siège	34 545	16 064
	<i>Stichting Vluchteling (Pays-Bas)</i>	92 690	0
	Suède	2 620 087	291 994
	Suisse	1 361 339	0
	<i>USA for UNHCR</i>	1 114 223	0
	<b>Sous-total</b>	<b>61 253 791</b>	<b>7 917 560</b>
<b>Total</b>		<b>151 974 514</b>	<b>52 939 332</b>

Note: Les contributions qui apparaissent dans ce tableau n'incluent pas le prélèvement des coûts d'appui indirects opérés sur les contributions allouées aux programmes supplémentaires et la réserve pour les activités nouvelles ou additionnelles liées au Mandat.